

## Les syndicats de l'éducation de l'Ontario envoient un avis d'intention de négocier

Pour diffusion immédiate : 3 juin 2026

TORONTO (Ontario) – Aujourd'hui, les syndicats de l'éducation de l'Ontario — l'Association des enseignantes et des enseignants franco-ontariens (AEFO), la Fédération des enseignantes et des enseignants de l'élémentaire de l'Ontario (FEEO), l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens (OECTA), le Conseil des syndicats des conseils scolaires de l'Ontario (SCFP-CSCSO) et la Fédération des enseignantes et des enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (OSSTF/FEESO) — ont chacun envoyé un avis d'intention de négocier aux organismes négociateurs patronaux et informé le gouvernement provincial, présent à la table des négociations.

« Ensemble, nos syndicats représentent plus de 255 000 membres du personnel enseignant et scolaire de partout en Ontario. Solidaires dans notre engagement envers notre système d'éducation financé par les fonds publics, nous sommes prêtes et prêts à entreprendre des négociations constructives axées sur le soutien aux élèves et l'amélioration des conditions d'apprentissage et de travail dans les écoles de la province.

Les élèves et leurs familles méritent un système d'éducation public sûr, stable et doté des ressources nécessaires. La négociation est l'un des outils les plus puissants dont nous disposons pour concrétiser cet objectif. Les membres du personnel enseignant et scolaire sont les premiers à constater les pressions croissantes auxquelles les classes et les écoles sont confrontées chaque jour : complexification des besoins des élèves, violence dans les écoles, insuffisance des ressources destinées aux élèves ayant des besoins particuliers, classes bondées, manque de personnel et difficultés de recrutement et de rétention.

Les élèves, le personnel scolaire et les enseignantes et enseignants ne devraient pas avoir à recourir à la négociation pour garantir les conditions essentielles au bon fonctionnement et à la sécurité des écoles. Mais après des années de sous-financement et de pénurie de personnel, on ne peut plus faire abstraction de ces défis. Le gouvernement ne peut plus continuer à ignorer les conséquences négatives du sous-financement chronique, de l'insuffisance de personnel et du manque de ressources sur les élèves, le personnel enseignant et les travailleuses et travailleurs du secteur de l'éducation. C'est pourquoi nous avons réclamé le début anticipé des négociations le 2 mars, demande qui a été rejetée.

Les syndicats de l'éducation de l'Ontario réclament depuis longtemps des investissements substantiels dans nos écoles, ainsi qu'un processus de négociation centré sur les véritables enjeux qui touchent nos jeunes, leurs familles et nos communautés. Notre engagement commun en faveur de la réussite et du bien-être des élèves guidera notre approche tout au long de cette ronde de négociations.

Les enseignantes et enseignants et les membres du personnel scolaire disposent d'une expérience sur le terrain et de connaissances pratiques acquises dans les classes et les établissements scolaires de toute la province. Cette expertise sera cruciale dans le cadre des négociations, alors que les syndicats chercheront à ce que tous les élèves, notamment ceux ayant des besoins particuliers, bénéficient des milieux d'apprentissage de qualité auxquels ils ont droit.

Maintenant que nous avons déposé un avis de négocier, les parties sont légalement tenues d'entamer des négociations dans un délai de 15 jours. Nous pressons le gouvernement provincial et les organismes négociateurs patronaux à se présenter à la table des négociations dès que possible, prêts à échanger de façon constructive pour garantir que chaque élève ait accès au soutien, aux ressources et aux conditions d'apprentissage nécessaires à sa réussite. L'Ontario ne peut pas se permettre une autre année de sous-financement, d'insuffisance de personnel et d'instabilité. »

Martha Hradowy, présidente d'OSSTF/FEESO  
René Jansen in de Wal, président de l'OECTA  
Gabrielle Lemieux, présidente de l'AEFO

David Mastin, président de la FEEO  
Joe Tigani, président du SCFP-CSCSO

-30-

AEFO — Marianne Raina au 613-218-3702 ou [mraina@aefo.on.ca](mailto:mraina@aefo.on.ca)

SCFP-CSCSO — Shannon Carranco au 514-703-8358 ou [scarranco@cupe.ca](mailto:scarranco@cupe.ca)

FEEO — Carla Pereira au 416-962-3836, poste 2332 ou [cpereira@etfo.org](mailto:cpereira@etfo.org)

OECTA — Michelle Despault au 416-925-2493, poste 509 ou [m.despault@catholicteachers.ca](mailto:m.despault@catholicteachers.ca)

OSSTF/FEESO — Munib Sajjad au 416-527-3276 ou [munib.sajjad@osstf.ca](mailto:munib.sajjad@osstf.ca)